

## Le président du Sénat burundais revendique un assassinat

Deutsche Welle, 26.09/2019 Rénald Ndirakobuca a offert 5 millions de francs burundais pour faire tuer un homme qu'il juge dangereux dans la commune de Bururi. Ces propos non démentis relancent les critiques contre le pouvoir burundais.

C'est le silence depuis les propos très graves du président du Sénat du Burundi. Rénald Ndirakobuca a en effet déclaré avoir offert de l'argent pour éliminer un homme qu'il considère comme étant un danger pour les populations d'une commune du sud du pays. Cette intervention arrive dans un contexte où le pouvoir tente de démentir les critiques au sujet des violations répétées des droits de l'homme. Le président du Sénat burundais, Rénald Ndirakobuca, a déclaré enregistré alors qu'il s'exprimait lors d'une rencontre politique. C'était le 11 septembre à Marangara, une des communes de la province de Ngozi, d'où est originaire le président Pierre Nkurunziza. "Je viens éliminer cet homme" Dans le document sonore qui a fuit, on entend le président du Sénat parler d'une visite qu'il avait effectuée dans la commune de Bururi où résidait l'homme assassiné. "Il y avait quelqu'un qui s'appelait Kaburimbo. Il avait un centre de santé où il dispensait des formations militaires. Kaburimbo était un danger", affirme Rénald Ndirakobuca dont les propos sont interrompus par des applaudissements de l'auditoire. "Quand j'y suis allé je leur ai dit que j'ai besoin de Kaburimbo, mort ou vivant, et j'ai donné pour cela cinq millions, c'était la compétition pour le chercher !", ajoute le président du Sénat qui poursuit en proclamant que personne ne pouvait représenter une insécurité pour le public de toute la commune. "Il faut éliminer !" lance-t-il aux gens qui l'écoulaient. Dans une autre séquence, Rénald Ndirakobuca indique que le reste était "seulement de demander à dieu si c'est un péché de protéger ses moutons. C'est ce qui reste à savoir. Dieu, ces gens de toute la commune étaient en danger et je viens éliminer cet homme qui était leur danger, est-ce une faute ? Pour la sécurité du pays il faut être sérieux". Silence et colère Ces propos qui suscitent une polémique n'ont été commentés, ni démentis par l'Etat burundais. Le secrétaire général du gouvernement, Prosper Ntahorwamiye, affirme ne pas avoir de réaction pour l'instant. De même, le président de l'Assemblée nationale, Pascal Nyabenda, se refuse à tout commentaire sur ces propos tenus selon lui par "le président d'une autre institution". Pour Jérémie Minani, un opposant en exil en Belgique et président de la coalition des forces de l'opposition burundaise pour le rétablissement de l'Accord d'Arusha (CFOR-Arusha), le président du Sénat n'en est pas à son premier coup. "Monsieur Rénald Ndirakobuca a toujours ce genre de langages et il ne se limite pas à ça, il passe aux actes", regrette Monsieur Minani qui estime que ces propos "rentrent dans la logique non seulement de Rénald Ndirakobuca mais aussi du CNDD-FDD". La CNIDH rassure Le président de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH) dit lui aussi ne pas être au courant des déclarations de Rénald Ndirakobuca mais assure que la situation des libertés s'améliore au Burundi. D'après Sixte Vigny Nimuraba en effet, "il y a beaucoup de cas maintenant qui sont en train d'être punis. Il y a vraiment un changement positif. Donc il faut que chacun dans son travail puisse poser des actes qui peuvent contribuer à ce que le climat continue à s'améliorer". Également, une mise en garde de l'Eglise catholique burundaise sur les droits de l'homme a suscité la colère du pouvoir qui a dénoncé un acharnement. Le Burundi est en crise depuis que le président a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat. Il avait été élu en juillet de la même année. Les violences et la répression qui ont accompagné la crise auraient fait au moins 1.200 morts et causé le déplacement de plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, selon les estimations de la Cour pénale internationale, qui a ouvert une enquête.